

NON À L'AUSTERITÉ



JOURNÉE INTERPROFESSIONNELLE DE GRÈVE ET DE MANIFESTATIONS TOUTES LES RAISONS D'Y PARTICIPER !

CGT, FO, Solidaires, FSU appellent à une journée interprofessionnelle de grève et d'actions le 9 avril 2015 pour dire stop aux politiques d'austérité et de régression sociale qui s'amplifient, notamment avec la loi Macron : assouplissement des règles du marché du travail, suppression des jours fériés, baisse du SMIC, libéralisation de l'ouverture des commerces le dimanche et la nuit, remise en cause des Prud'hommes, atteintes sur le logement, les transports, la santé...

LE SERVICE PUBLIC, SES MISSIONS, LES FONCTIONNAIRES, NE SONT PAS ÉPARGNÉS !

Les étapes successives de la réforme territoriale en cours, au nom d'une modernisation de l'action publique, s'inscrivent clairement dans ce projet de libéralisation du marché et des services si chers à l'Europe de Maastricht. Coupes opérées dans les budgets locaux, réduction des effectifs, baisse des rémunérations

de 4,74 % due au gel du point d'indice et aux augmentations de cotisations salariales, attaques contre le statut, marchandisation des missions, fermetures d'espaces publics, dégradation des conditions de travail, atteintes aux droits syndicaux... Face à ce big-bang territorial et statutaire, la liste des mobilisations et journées de grève des personnels territoriaux s'allonge de semaine en semaine !

Dans ce contexte, nous appelons toutes les catégories de personnels à amplifier la mobilisation en faisant de la journée d'action du 9 avril 2015 un grand élan populaire de refus de ces politiques qui malmènent usagers et agents ! Plutôt que d'accorder de nouvelles exonérations fiscales et crédits d'impôts au patronat, dont 20 milliards au titre du CICE et 41 milliards avec le Pacte de compétitivité, soit plus de 230 milliards par an cumulés, la priorité c'est plus que jamais l'augmentation des salaires, des pensions, des minima sociaux et la relance de l'économie par la consommation !

**ALORS, OUI, LE 9 AVRIL,
TOUS ENSEMBLE EN GRÈVE ET DANS L'ACTION
POUR DIRE NON À MACRON
ET OUI AU PROGRÈS SOCIAL**



www.spterritoriaux.cgt.fr

NON À L'AUSTERITÉ



JOURNÉE INTERPROFESSIONNELLE DE GRÈVE ET DE MANIFESTATIONS TOUTES LES RAISONS D'Y PARTICIPER !

CGT, FO, Solidaires, FSU appellent à une journée interprofessionnelle de grève et d'actions le 9 avril 2015 pour dire stop aux politiques d'austérité et de régression sociale qui s'amplifient, notamment avec la loi Macron : assouplissement des règles du marché du travail, suppression des jours fériés, baisse du SMIC, libéralisation de l'ouverture des commerces le dimanche et la nuit, remise en cause des Prud'hommes, atteintes sur le logement, les transports, la santé...

LE SERVICE PUBLIC, SES MISSIONS, LES FONCTIONNAIRES, NE SONT PAS ÉPARGNÉS !

Les étapes successives de la réforme territoriale en cours, au nom d'une modernisation de l'action publique, s'inscrivent clairement dans ce projet de libéralisation du marché et des services si chers à l'Europe de Maastricht. Coupes opérées dans les budgets locaux, réduction des effectifs, baisse des rémunérations

de 4,74 % due au gel du point d'indice et aux augmentations de cotisations salariales, attaques contre le statut, marchandisation des missions, fermetures d'espaces publics, dégradation des conditions de travail, atteintes aux droits syndicaux... Face à ce big-bang territorial et statutaire, la liste des mobilisations et journées de grève des personnels territoriaux s'allonge de semaine en semaine !

Dans ce contexte, nous appelons toutes les catégories de personnels à amplifier la mobilisation en faisant de la journée d'action du 9 avril 2015 un grand élan populaire de refus de ces politiques qui malmènent usagers et agents ! Plutôt que d'accorder de nouvelles exonérations fiscales et crédits d'impôts au patronat, dont 20 milliards au titre du CICE et 41 milliards avec le Pacte de compétitivité, soit plus de 230 milliards par an cumulés, la priorité c'est plus que jamais l'augmentation des salaires, des pensions, des minima sociaux et la relance de l'économie par la consommation !

**ALORS, OUI, LE 9 AVRIL,
TOUS ENSEMBLE EN GRÈVE ET DANS L'ACTION
POUR DIRE NON À MACRON
ET OUI AU PROGRÈS SOCIAL**



www.spterritoriaux.cgt.fr

Manifester le 9 avril, c'est l'occasion de dénoncer :

- le manque d'emplois publics (diminution du nombre de sapeurs-pompiers professionnels en 2013) ;
- la dégradation des conditions d'exercice des missions de service public ;
- « l'optimisation » des effectifs fluctuants, comme aux caisses des supermarchés, avec des conséquences plus graves en cas d'erreur ;
- l'intensification du travail (diminuer le temps de travail sans compenser par des recrutements alors que l'activité ne diminue pas) ;
- la précarisation (faire « travailler » des em-

- plois d'avenir, des services civiques, des sapeurs-pompiers volontaires en lieu et place des pompiers de métier) ;
- les attaques incessantes contre le statut des fonctionnaires ;
- les conditions de fin de carrière et de départ en retraite.

La réponse à toutes ces attaques :

- S'informer auprès de la CGT
- Se syndiquer à la CGT
- Militer à la CGT

Être à la CGT, c'est se positionner clairement pour :

- de l'emploi statutaire ;
- l'amélioration des conditions de travail des agents **ET** la défense du Service public.

Le service public d'incendie et de secours doit garantir :

- un traitement équitable des usagers quel que soit leur lieu de résidence (pas de discrimination géographique) ;
- en tout temps (pas de : « oh désolé, ce n'est pas le bon jour ! ») ;
- pour tous (pas de discrimination par l'argent...);
- la meilleure qualité de service (pas de baisse de qualité programmée : moins d'agents dans les services, dans les camions, ni moins de véhicules de secours au départ).

Que chacun des acteurs du secteur fasse son métier, ainsi il n'y aura pas concurrence au détriment du service public, et souvent de l'utilisateur.

Les décideurs doivent garantir les financements des services de secours, sinon, très vite, les usagers en subiront les conséquences.

LE 9 AVRIL, FAISONS-NOUS ENTENDRE

Manifester le 9 avril, c'est l'occasion de dénoncer :

- le manque d'emplois publics (diminution du nombre de sapeurs-pompiers professionnels en 2013) ;
- la dégradation des conditions d'exercice des missions de service public ;
- « l'optimisation » des effectifs fluctuants, comme aux caisses des supermarchés, avec des conséquences plus graves en cas d'erreur ;
- l'intensification du travail (diminuer le temps de travail sans compenser par des recrutements alors que l'activité ne diminue pas) ;
- la précarisation (faire « travailler » des em-

- plois d'avenir, des services civiques, des sapeurs-pompiers volontaires en lieu et place des pompiers de métier) ;
- les attaques incessantes contre le statut des fonctionnaires ;
- les conditions de fin de carrière et de départ en retraite.

La réponse à toutes ces attaques :

- S'informer auprès de la CGT
- Se syndiquer à la CGT
- Militer à la CGT

Être à la CGT, c'est se positionner clairement pour :

- de l'emploi statutaire ;
- l'amélioration des conditions de travail des agents **ET** la défense du Service public.

Le service public d'incendie et de secours doit garantir :

- un traitement équitable des usagers quel que soit leur lieu de résidence (pas de discrimination géographique) ;
- en tout temps (pas de : « oh désolé, ce n'est pas le bon jour ! ») ;
- pour tous (pas de discrimination par l'argent...);
- la meilleure qualité de service (pas de baisse de qualité programmée : moins d'agents dans les services, dans les camions, ni moins de véhicules de secours au départ).

Que chacun des acteurs du secteur fasse son métier, ainsi il n'y aura pas concurrence au détriment du service public, et souvent de l'utilisateur.

Les décideurs doivent garantir les financements des services de secours, sinon, très vite, les usagers en subiront les conséquences.

LE 9 AVRIL, FAISONS-NOUS ENTENDRE